

Treasury Control, par Samuel-H. Beer. Un vol., 5¾ po. x 8¾,
relié, 138 pages. — Oxford University Press, 1956

Jacques Parizeau

Volume 32, numéro 3, octobre–décembre 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000184ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000184ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Parizeau, J. (1956). Compte rendu de [*Treasury Control*, par Samuel-H. Beer. Un vol., 5¾ po. x 8¾, relié, 138 pages. — Oxford University Press, 1956]. *L'Actualité économique*, 32(3), 532–533. <https://doi.org/10.7202/1000184ar>

Les Livres

Treasury Control, par SAMUEL-H. BEER. Un vol., 5 $\frac{3}{4}$ po. \times 8 $\frac{3}{4}$, relié, 138 pages. — OXFORD UNIVERSITY PRESS, 1956.

La Grande-Bretagne s'est engagée, pendant et depuis la guerre, dans une voie de dirigisme assez développé, et même l'accession au pouvoir des conservateurs, il y a quelques années, n'a pas fait disparaître autant qu'on aurait pu le prévoir ce que la guerre et les socialistes avaient engendré.

Sous des formules diverses, le chancelier de l'Échiquier et le Trésor britannique ont été, tout au long de cette période, au centre de l'organisation économique du pays. L'auteur, un Américain, s'est fixé comme but de dégager leur rôle exact dans l'établissement et la coordination de la politique économique anglaise. C'est une tâche presque insurmontable pour quiconque; c'est une gageure sans espoir pour un étranger.

En effet, traditionnellement, l'administration britannique fonctionne à partir de principes étendus, mais non codifiés. Aucun texte ne définit clairement l'autorité et les pouvoirs de chacun. Et, comme dans notre pays d'ailleurs, les questions sont nombreuses qui donneraient lieu à des ententes, des conventions ou des accords écrits dans d'autres contrées, mais qui se règlent en Angleterre dans la salle à manger d'un club.

Cherchant à établir clairement les liens qui unissent chacun des services du Trésor avec les autres ministères, l'auteur s'est épuisé en vain. La plupart du temps, après de pénibles travaux d'approche, au moment où il devrait saisir enfin le raffinement administratif qui impose la subordination d'un *civil servant* à un autre, il ne peut que suggérer qu'une rencontre s'amorce, que ces messieurs discutent et qu'éventuellement une décision est prise.

Éternellement, semble-t-il, les étrangers chercheront à analyser l'Angleterre, à la faire entrer dans les cadres didactiques d'une taxonomie cartésienne. Mais si l'Anglais résiste de nos jours dans bien des domaines avec plus ou moins de succès, sa résistance à la classification reste victorieuse.

Il est dommage que l'auteur ait attaqué le problème sur le front de l'étude administrative. Une analyse plus développée du recrutement du personnel, de ses origines, des idées ou des politiques qui, par les universités ou le monde des affaires, le pénètrent périodiquement, aurait sans doute jeté beaucoup de lumière sur le rôle et les méthodes du Trésor. Quelques pages remarquables sur la diffusion des théories keynésiennes indiquent bien ce qu'on aurait pu obtenir par des voies détournées.

Jacques Parizeau

L'orientation des relations patronales ouvrières, par ALFRED CHARPENTIER. Un vol., 5¼ po. × 8¼, broché, 244 pages.— Montréal, 1956.

Voilà un ouvrage qui contient une série de courts essais publiés par l'auteur dans la revue trimestrielle *Culture*, au cours de la période 1945-1956. Ces essais sont regroupés en cinq sections distinctes ou chapitres, à savoir: les aspects du problème salaire; le syndicalisme patronal du Québec; la collaboration ouvrière patronale; l'organisation de la profession; la coopération intersyndicale.

Monsieur Charpentier offre ici non pas un travail unifié, basé sur des recherches scientifiques, mais une collection de réflexions conformistes sur certains aspects des relations de travail. Quelques-uns des problèmes envisagés ont même perdu de leur intérêt puisque reliés à des événements aujourd'hui dépassés. La composition et le ton des articles s'apparentent à ceux qu'emploient les journalistes dans leurs écrits quotidiens et qui constituent une denrée plutôt périssable. Tout évolue si rapidement dans le domaine du travail comme dans les autres d'ailleurs. La lecture de ce volume nous permet cependant de mieux connaître l'orientation des relations patronales ouvrières du Québec au cours de la dernière décade, telle que brossée par un auteur qui a eu une longue expérience syndicale. À ce titre, un tel travail a le mérite de nous faire voir le chemin parcouru et a donc une portée historique pour le grand public.

Les spécialistes regretteront par ailleurs que l'auteur s'en soit tenu, pour résoudre les problèmes de relations industrielles qu'il soulève, à des solutions très générales comme l'organisation corporative des professions et une meilleure application de la doctrine sociale de l'Église.

Phillipe Brizard

Corporation Finance in Canada, par C.-A. ASHLEY et J.-E. SMYTH. Un vol., 5¾ po. × 8¾, relié, 253 pages. — THE MACMILLAN CO. OF CANADA, Toronto, 1956. (\$3.95).

Parmi les divers secteurs de la littérature économique américaine, celui qui traite du financement de l'entreprise moderne est particulièrement prolifique et compte déjà un certain nombre de classiques comme l'ouvrage de Berle et Means, *The Modern Corporation and Private Property*, celui de Guthman et Dougall, *Corporate Financial Policy* ou celui de Gordon, *Business Leadership in the Large Corporation*.

On sait par ailleurs que tant du point de vue de l'organisation juridique que de la structure financière, la compagnie canadienne ne diffère guère de sa sœur